

La politique suisse encourage-t-elle le deal ?

Fraîchement arrivé dans un foyer pour requérants d'asile, Gervais Njiongo Dongmo raconte ses premiers pas à Ste-Croix, les duretés de la procédure et la réalité surprenante des vendeurs de drogue. Comme beaucoup d'autres, il résiste à la tentation de l'argent facile, mais s'interroge devant le laxisme des autorités.

A ma sortie du Centre d'enregistrement et de procédure (CEP) de Vallorbe, je dois prendre la direction de Sainte-Croix, nom d'un village qui jusque là m'était entièrement inconnu, situé à plus de 1000 mètres d'altitude au nord du Nord vaudois. Outre le plaisir que me procure ce déplacement, en ce mois de janvier dont l'hiver est rude mais beau, tant de blancheur me procure un sentiment de calme et de sérénité.

Je débarque alors au foyer d'accueil et socialisation de l'Etablissement Vaudois d'Accueil des Migrants (EVAM), milieu où vivent environ 120 requérants de nationalités différentes. Repartis de 2 à 4 par chambre, leur difficulté la plus évidente est la barrière linguistique, mais ils ont aussi en partage la même peine, celle d'observer le dur règlement déjà existant. Leur quotidien est rythmé par la réception des courriers, dont le plus attendu est celui de l'Office fédéral des migrations (ODM) concernant tout naturellement leur procédure d'asile. Pour un grand nombre, même sans avoir lu le contenu, ils s'effondrent en larmes, alors que pour d'autres c'est sans grande surprise, et ils disent en riant : « La décision négative ne me fait pas peur, de toute façon ça ne pouvait pas en être autrement ». Ils ne procèdent alors à aucun effort pour tenter un quelconque recours.

On les appelle dealers

Nouveau venu, je suis stupéfait, car l'assistance financière perçue par un requérant en procédure est de 12 francs par jour. Voilà pourquoi ils sont nombreux, jeunes, forts et célibataires, qui se détournent des règlements et se découvrent un nouveau foyer qui s'appelle Gare CFF d'Yverdon-les-Bains. Ils traînent à cet endroit ou vers les pâquis où bon nombre de gens attendent visiblement un bus qui n'arrive jamais. Ils sont prêts à braver des temps de chien et un froid de canard. On les appelle dealers. Ils rentrent très souvent tard dans la nuit et troublent la tranquillité de ceux qui voudraient continuer à croire en l'avancement de leur procédure d'asile. Mais toutefois, il faut le rappeler, c'est un long périple, une impasse qu'il faut être très fort pour endurer. Car, à « Sainte-Froid », comme beaucoup l'appellent, l'hiver règne en maître des lieux et dicte sa loi : l'interdiction de travail pendant les premiers 3 mois de séjour en Suisse.

Sans télévision ni famille, une seule solution en ce moment : manger, tourner en rond dans les corridors à longueur de journée et dormir le moment venu. Ceux-là sont les plus malheureux car, au foyer, lorsqu'ils ont besoin d'un peu d'argent, les dealers leur répondent : « Tu veux l'argent qui vient d'où ? Fais aussi comme moi et tu en auras ! » Pire, lorsque leur procédure d'asile est menacée, ils te conseillent en permanence de faire du trafic de drogue : « Tu seras expulsé comme moi, que tu deales ou pas, mais tu seras plus pathétique car tu auras enduré la pauvreté ». Et quand tu parviens malgré tout à résister à la tentation, tu deviens l'ennemi.

En dehors du foyer, la situation n'est guère facile. Alors qu'il est impératif de poursuivre notre devoir d'intégration et de socialisation, nous participons volontiers au montage du chapiteau pour la 25ème édition du Carnaval de Ste-Croix. Ainsi nous devons braver les intempéries pendant deux semaines, une expérience enrichissante qui devait nous

permettre de nous familiariser avec la population, mais aussi nous offrir un accès gratuit à toutes les animations. Premier événement d'envergure pour nous, nous sommes tout de suite mis en face de la réalité : hostilité des uns, fouille obligatoire et taillée sur mesure pour les personnes de couleur. Un traitement non seulement xénophobe mais en plus discriminatoire. Seule raison donnée par les organisateurs : « Ils sont réputés pour être des dealers ».

Une poignée de personnes est pourtant accueillante. Là il s'agit en majorité de ceux qui te font un sourire, un clin d'œil ou des gestes hors du commun. Mais fais attention ! Ce n'est pas pour te proposer une moindre occupation, mais au contraire pour te demander un service : « You have ? » Je leur demande « pardon ? », et ils s'en vont, parce que là ils comprennent que tu es un non initié. D'autres disent ouvertement : « Tu as de la coke ? » Et quand bien même tu leur réponds de manière désagréable, ils te disent qu'ils ne sont pas de la police.

Ils étaient comme ça très nombreux à nous approcher. Tourmenté par cette situation, je me demande si c'est ce que l'ODM et la Suisse appellent « intégration » ?

Toujours est il que jusqu'à aujourd'hui, dans les rues, sur les places publiques, dans les trains et même dans notre foyer, ils viennent nombreux, et beaucoup plus que vous ne pouvez l'imaginer, et leur nombre continue à croître chaque jour qui passe de façon exponentielle.

Alors que dans mon pays on m'a appris à travailler pour gagner ma vie, là-bas, bien que j'entendais parler de la drogue, je n'en avais même jamais vu la couleur. Mais aujourd'hui, non seulement les lois sur l'asile et les étrangers nous traumatisent, mais en plus, à cause d'une minorité et de ma couleur peau, on me traite de dealer.

Est-ce que toutes les personnes vivant dans un centre pour

requérant d'asile, et en particulier les hommes de couleur, sont des trafiquants de drogue ? Quant à moi je suis prêt à répondre par oui, mais à une condition, celle de traiter également tous les Suisses de consommateurs de stupéfiants.

Ce que nous voulons, c'est simplement nous intégrer, avoir une vie digne et un travail.

Sporadiquement, quand même certains sont appréhendés en flagrant délit dans les gares et les rues, ils font simplement l'objet d'une détention de deux jours maximum ou – plus souvent – d'une pénalité financière. On se demande si c'est une vraie stratégie de lutte contre cette tragédie ou bien purement et simplement une politique de façade qui nous laisse croire qu'on a l'intention de faire quelque chose afin de protéger la société des conséquences néfastes de la drogue.

Quand la police visite le foyer

Un matin, encore endormis, nous avons reçu la visite spontanée de la police accompagnée de chiens et bien aguerris. Trois chambres sont ciblées et réquisitionnées. Bilan : quatre requérants sont mis aux arrêts, une importante somme d'argent saisie et bien sûr des signes palpables de drogue. Mais que sont il devenus ?

Une semaine après le drame, un par un, ils ont retrouvé la liberté. Compte tenu de la gravité du mal que l'on pourrait qualifier de crime, les responsables ne sont pas punis à la hauteur de leurs actes. On se demande si la politique de ce pays n'encourage pas le deal.

Nous, migrants, vivons un parcours parsemé d'embûches en Suisse et le risque de tomber est grand. Quand les uns sont appréhendés, ils devraient servir de leçon. Nous continuons d'être surpris par le laxisme des autorités et l'impuissance de la police, incapable d'arrêter et de punir à juste titre les délinquants qui opèrent sans se cacher. Est-ce une volonté politique de laisser dégrader la situation ?

Mais pourquoi nous appeler tous des dealers, alors que nous sommes peut être les victimes d'une situation ? Tourmenté, je reçois des courriers d'anciens amis du CEP de Vallorbe aujourd'hui dispersés dans d'autres cantons de Suisse, et entends le même son de cloche : le vécu reste inchangé. Seules différences : le nom de leur foyer d'hébergement et de la ville de résidence.

La situation laisse clairement à désirer, car le mal est là, un fléau bien présent qui s'enracine au jour le jour et continue d'étendre ses tentacules. Le souci n'est plus seulement de savoir qui sont les acteurs mais d'éradiquer le mal jusqu'à la racine. La situation est-elle bénéfique quelque part ? Cela, on ne le saura peut être jamais. Mais un signe dans ce sens vient du journal *Le Courrier* du 1^{er} juillet 2010, qui révèle que les banques ont été sauvées par l'argent de la drogue durant la crise. Ces déclarations sont celles du directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Mario Costa. Des informations dans ce sens proviendraient d'éléments fournis par des fonctionnaires suisses, italiens et britanniques.

Nous espérons cependant qu'après avoir subi autant d'humiliations, nous ne serons pas simplement expulsés, mais plutôt que derrière les nuages se cache le soleil. Je sais que derrière nos soucis nous sont réservées de belles journées.

Gervais Njiongo Dongmo